Déclaration FNEC-FP-FO 64
CTSD des Pyrénées Atlantiques
4 février 2021

Monsieur le Directeur,
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD 64,

Bien qu'un peu tard, au nom de tous les militants de la FNEC- FP-FO du 64, nous vous souhaitons une bonne année 2021, loin de cette pandémie, et bien entendu, loin de toutes les politiques d'austérité que continue de porter le gouvernement et notre ministre qui n'entend renoncer à rien et surtout pas à France Info, BFM ou LCI.

Ce comité technique se déroule après la journée de grève du 26 janvier, qui a rassemblé des enseignants des 1er et 2nd degrés et du supérieur, des AED, des AESH, des étudiants, malgré l'épuisement, la crainte et le ras-le-bol. Même ID-FO, notre syndicat de personnels de direction a appelé à soutenir le mouvement de grève et « à n'assurer ce jour-là que la sécurité des personnes et des biens. » C'est dire si la coupe est pleine, monsieur le Directeur.

Alors que notre fédération demande des postes afin de faire face à la crise sanitaire, le ministère nous annonce la suppression de 1800 ETP dans le second degré pour plus de 40 000 élèves en plus. Dans notre académie, il est question de supprimer 112 ETP pour une augmentation de 2 488 élèves et, dans les Pyrénées-Atlantiques, 25 ETP pour une augmentation de 375 élèves. Mais ce sont en réalité l'équivalent de 36 équivalent temps plein heures postes qui vont être détruits.

Alors que selon le ministère, les professeurs certifiés et contractuels à temps plein font plus de 43 heures de travail par semaine et 39 heures pour les agrégés, le ministre veut nous contraindre à travailler encore plus, sans augmentation de salaire, nous entendons par là sans augmentation du point d'indice. Ou si peu, pour quelques-uns.

Cette augmentation sans précédent d'heures supplémentaires imposées aux enseignants provoquera à n'en pas douter une dégradation des conditions de travail, des compléments de service, des refus de temps partiel, générera de l'épuisement, du découragement.

Est-ce pour « replacer le professeur au centre de la société française », pour « le considérer » comme le demande le ministre Blanquer, pour nous remercier des trésors d'inventivité déployés pendant les confinement, des d'efforts consentis, du risque encourus sans rechigner qu'on nous récompense, quoiqu'il en coute, par du mépris ? Par un Grenelle ?

Résilience nous répète-t-on, ce terme insupportable, récité tel un mantra auquel notre gouvernement se raccroche, et qui sonne comme résignance. Mais pas pour longtemps, nos collègues aujourd'hui ne veulent pas de colère, ils sont inquiets, fatigués. Mais le temps viendra où ce mépris pour leur travail, pour leurs conditions d'exercice, pour le service public auquel ils sont si attachés, ce mépris pour l'École de la République ne sera plus supportable. Nous vous demandons d'entendre leurs revendications, celles que portent les organisations syndicales et la FNEC FP FO en particulier. Ils veulent :

- Les créations nécessaires de postes pour toutes les catégories de personnels afin de faire face à la crise sanitaire et un plan de titularisation des personnels contractuels
- Le dégel du point d'indice et la revalorisation indiciaire significative des traitements et pensions pour tous, notamment les personnels les plus précaires (AED, AESH, contractuels)
- Une protection sanitaire efficace et le respect par l'employeur des dispositions règlementaires de protection des personnels
- Le retour à un bac national, avec des épreuves anonymes, terminales et nationales
- Un vrai statut pour les AESH, l'abandon des PIAL
- L'abandon de la territorialisation et de la municipalisation de l'Ecole
- L'abrogation de la loi de Transformation de la Fonction Publique qui menace leurs statuts

Merci pour votre écoute

Olivia Queysselier
Max Sanchez